

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 26/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BACHELET-BONNEFOND**

12 rue de l'ancienne Mare  
BP45  
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2023.06.ET.336.SB.BrJ  
Code AIOT : 0005801216

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de l'action régionale dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau, l'inspection s'est rendue le 23 mai 2023 sur le site de la société Bachelet Bonnefond située au n°12 rue de l'ancienne mare à Petit-Quevilly afin de s'assurer de la bonne pratique de mesure et le respect des valeurs limites d'émission des rejets de l'exploitant.

Ce contrôle se décline en deux temps :

- un contrôle de la chaîne de mesure et du point de rejet, objet de ce rapport de visite ;
- un contrôle du respect des valeurs limites d'émission, détaillé dans un prochain rapport.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis - 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux (pour une capacité totale de 18 000 t/an).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejet dans l'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale <b>Demande n°1</b> et <b>Mise en demeure,</b> respect de prescription	<b>1 mois</b> et <b>3 mois</b>
4	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	<b>Mesures conservatoires,</b>  et <b>Mise en demeure,</b> respect de prescription	<b>Dès notification mise en demeure</b> et <b>3 mois</b>
5	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	<b>Mesures conservatoires,</b>  et <b>Mise en demeure,</b> respect de prescription	<b>1 mois après notification de mise en demeure</b> et <b>3 mois</b>
6	autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.1.1	/	<b>Mise en demeure,</b> respect de prescription	<b>3 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
2	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a mis en évidence **4 non-conformités réglementaires** :

- absence de préleveur adéquat pour effectuer les mesures sur les rejets aqueux dans des conditions représentatives,
- mauvaise pratique d'échantillonnage ;
- aucun suivi métrologique des équipements de mesure mis en œuvre ;
- absence de document décrivant le programme d'autosurveillance.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces non-conformités **au plus tard sous un délai de 3 mois** à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- en installant un préleveur conforme aux normes en vigueur,
- en respectant les méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 ;
- en respectant les méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3 ;
- en réalisant les contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les appareils installés sur la chaîne de mesure ;
- en transmettant un document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

De plus, dans l'attente du respect de ces points, l'inspection propose à monsieur le préfet d'imposer des mesures conservatoires à savoir :

- la mise en œuvre, **dès notification de l'arrêté de mise en demeure**, des moyens de mesure et prélèvement des rejets aqueux aux fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé afin de permettre le contrôle du respect des valeurs limites d'émission et de s'assurer de la qualité des rejets ;
- la transmission, **sous 1 mois à compter de l'arrêté de mise en demeure**, à l'inspection des installations classées, d'un document décrivant les modalités de mesures conservatoires prises pour mettre en œuvre son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission des données à l'inspection des installations classées.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Positionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'emplacement du point de prélèvement est situé en aval du canal venturi avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif (relié à la station d'épuration urbaine EMERAUDE). L'ouvrage est accessible en toute sécurité et adapté à la charge polluante. Pour mesurer les volumes rejetés et le débit instantané du rejet, un débitmètre électromagnétique est installé sur la canalisation de rejet des effluents avant le canal venturi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mesure du débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'un débitmètre électromagnétique sur la canalisation de rejet ainsi qu'une sonde rouge positionnée dans un bac en amont du canal venturi mesurant le pH et la Température T°. Les longueurs droites en amont et aval du débitmètre ont été mesurées et sont conformes, à savoir pour un diamètre DN 100 mm, respectivement de 50 cm ( $\geq 5$ DN) et 35 cm ( $\geq 2$ DN). La forme en coude de la canalisation permet de garder toujours la conduite en charge au niveau du débitmètre. La mise à la terre semble en place et le transmetteur est placé hors vibration et hors exposition directe au soleil.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien, suivi
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extraits :</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le débitmètre n'a jamais fait l'objet d'étalonnage sur banc accrédité depuis son achat en 2008. La fiche du constructeur n'indique pas de fréquence, en conséquence l'appareil devrait être étalonné au maximum tous les 7 ans.</p> <p>L'inspection constate sur les fiches de contrôle des appareils et/ou équipements trimestrielles que le contrôle sur le débitmètre et la sonde de température consiste à comparer les valeurs de l'auto-surveillance avec celle d'un organisme extérieur ayant installé son propre matériel dans le cadre d'un contrôle inopiné. La sonde pH est quant à elle étalonnée chaque trimestre à l'aide d'une solution aqueuse étalon.</p> <p>L'inspection constate qu'aucun suivi métrologique n'est donc réalisé sur les appareils de mesure (débitmètre et sonde de température) conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux. De plus, aucun contrôle du report des volumes en supervision (en salle de contrôle) n'est réalisé en cours d'année. L'exploitant indique que les données sont enregistrées dans une carte du traceur puis remises sur ordinateur régulièrement sans contrôle.</p> <p><b>Écart réglementaire majeur n° 1 :</b> le fait de ne pas réaliser de suivi métrologique sur les appareils de mesure constitue une non conformité à l'article 58II de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 58II <b>dans un délai de 3 mois</b> en réalisant les contrôles métrologiques prescrits par les normes en vigueur pour les équipements installés sur la chaîne de mesure. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection dès réception.</p> <p><b>Demande n°1 :</b> l'exploitant procède au plus tard <b>sous un délai d'un mois</b> au contrôle du report des volumes en supervision afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'écart de <math>\pm 5 \%</math>. Le rapport de contrôle sera transmis dès réception à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois pour la demande n°1 et 3 mois pour la mise en demeure

#### N° 4 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Extraits : Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.  Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de $5 \pm 3$ °C durant toute l'étape de prélèvement.  L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.  Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO <sub>5</sub> , la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.
<b>Constats :</b> L'inspection constate qu'il n'y a pas de préleveur sur le site. L'exploitant déclare réaliser manuellement son prélèvement en aval du canal venturi, à partir de trois échantillons d'environ 2 litres prélevés dans la journée (matin, midi et soir), et le conserver dans un même bidon au réfrigérateur. L'inspection constate également que le bidon n'est pas correctement nettoyé (présence de tache verte, marron). Aucune procédure de prélèvement n'est rédigée et mise en place sur site.  <b>Écart réglementaire majeur n° 2 :</b> le fait de ne pas être équipé d'appareil de prélèvement adéquat pour effectuer les mesures sur les rejets aqueux dans des conditions représentatives constitue une non-conformité à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 51 <b>dans un délai de 3 mois</b> en installant un préleveur conforme aux normes en vigueur

Au regard des enjeux et en vertu des dispositions prévues par l'article L.171-7-I, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'édicter <b>des mesures conservatoires</b> de fonctionnement, dans l'attente de la régularisation complète, particulièrement mettre en œuvre, <b>dès la notification de l'arrêté</b> , des moyens de mesure et prélèvement des rejets aqueux aux fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé afin de permettre le contrôle du respect des valeurs limites d'émission et de s'assurer de la qualité des rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> dès notification de l'arrêté de mise en demeure pour les mesures conservatoires et 3 mois pour la mise en demeure

#### N° 5 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extraits :</p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation. La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix. La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier. En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord. Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p>



**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant possède des glacières toutes prêtes de son laboratoire d'analyse accrédité qui contiennent le nombre et type de flacons nécessaires pour chaque échantillonnage.

L'exploitant décrit sa méthode d'échantillonnage et déclare remplir chaque flacon en une fois à l'aide du bidon contenant les 3 prélèvements de la journée (environ 6 litres) avant envoi au laboratoire à l'aide de la glacière. Aucune procédure d'échantillonnage n'est rédigée et tenue à disposition sur site. Aucune précision ou garantie n'est apportée pour s'assurer que la température de conservation du bidon est bien constante et bien comprise entre 2°C et 8°C. L'inspection constate l'absence de méthode d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 (pas d'homogénéisation de l'échantillon, prélèvements instantanés non représentatifs).

**Écart réglementaire majeur n° 3 :** le fait de ne pas respecter les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux ne permet pas de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure et constitue, de ce fait, une non-conformité à l'article 58II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 58II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié **dans un délai de 3 mois** en respectant les méthodes d'échantillonnage suivant les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 et les méthodes de conservations des échantillons, selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.

Au regard des enjeux et en vertu des dispositions prévues par l'article L.171-7-I, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'édicter **des mesures conservatoires** de fonctionnement, dans l'attente de la régularisation complète, particulièrement transmettre, **sous un délai d'un mois** dès la notification de l'arrêté, un document décrivant les modalités des mesures conservatoires prises pour mettre en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois après notification de l'arrêté de mise en demeure pour les mesures conservatoires et 3 mois pour la mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, programme d'autosurveillance des eaux résiduaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas rédigé de document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.</p> <p><b><u>Ecart réglementaire n° 4</u> :</b> le fait de ne pas tenir à disposition de l'inspection de document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance constitue une non conformité à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 en transmettant à l'inspection <b>au plus tard sous un délai de 3 mois</b>, un document décrivant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois